

Contre Attaque Hypocrisie d'Etat

CHRONIQUE DE L'INVERSION ET DE L'HYPOCRISIE D'ÉTAT

– Bienvenue en France, où les hauts fonctionnaires chargés de lutter contre le racisme sont racistes et ceux chargés de lutter contre la drogue sont des trafiquants –
Et si les responsables payés pour lutter contre les discriminations étaient eux mêmes racistes ? Et si des policiers en charge de la lutte contre le narcotrafic étaient de grands ripoux? Et si on avait confié la commémoration de l'abolition de l'esclavage à un type d'extrême droite ? Vous ne rêvez pas, nous sommes bien en France. Trois exemples sidérants.

Un militaire à la tête de la lutte «contre la haine» connu pour son racisme

L'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH) est un organe rattaché à la gendarmerie, qui, comme son nom l'indique, est supposé lutter contre les atteintes gravissimes aux droits humains. Sauf que, bémol, il semblerait que son Général ait tenu des «propos très maladroits» selon la presse. En substance, ce dernier aurait lâché à ses propres collègues : «Pourquoi les noirs vous êtes tous à l'accueil ?». Quand la gendarmerie parle de maladresse, nous on appelle ça du racisme. Un racisme d'autant plus choquant que ce service d'élite est précisément en charge de la lutte contre ce type de discriminations.

Visiblement pas à son coup d'essai, le général de brigade avait déjà été épinglé par le passé pour des propos discriminatoires. Après quatre petits mois seulement à la tête de l'OCLCH, le 26 janvier dernier, et sans communication officielle, il est subitement muté comme «chargé de mission au pôle de stratégie générale» à la direction de la gendarmerie nationale (DGGN). On aurait pu imaginer des excuses ou l'assurance que ce raciste n'exercera plus jamais au sein de la fonction publique, mais non, il est donc simplement transféré en douceur dans un

autre service, probablement bien rémunéré.

Un trafiquant en charge de la lutte contre le narcotrafic

C'est un procès hors norme qui s'est ouvert au début du mois de mars : celui du chef de la lutte anti-stup'. L'affaire démarre le 17 octobre 2015, par un coup de théâtre : la douane découvre 7 tonnes de résine de cannabis dans des camionnettes stationnées boulevard Exelmans, dans le 16^e arrondissement de Paris. La prise est d'une telle importance que le président de la République en personne, François Hollande, se déplace pour féliciter les limiers de la douane. Mais qui sont les coupables ? De dangereux narcotrafiquants armés jusqu'aux dents ? Un réseau sud-américain d'ampleur internationale ? Rien de tout ça, l'enquête révèle l'implication de François Thierry, qui n'est rien de moins que le chef de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), devenu Office antistupéfiants en 2020.

Ce dernier s'avère être mouillé jusqu'au cou dans une affaire complexe de «livraisons surveillées», en réalité plus proche de trafic de drogue en bande organisée. On parle donc de quantités de drogues astronomiques, distribué sur l'ensemble du territoire français sous le regard bienveillant de l'officine qui est justement chargée de l'empêcher. Ironie du sort, M.Thierry en personne était à l'origine de la création de l'Office antistupéfiants, un changement d'appellation qui devait matérialiser l'abandon de pratiques douteuses. Il est poursuivi pour complicité de trafic de stupéfiants par le tribunal correctionnel, et encourt 10 ans d'emprisonnement.

Racisme et mémoire

Le racisme d'État est une histoire chargée dans un pays comme la France, et il loin d'être enterré aujourd'hui. Entre crimes coloniaux niés, non-reconnaissance des souffrances des colonisés et des politiques nationales ouvertement xénophobes, nos gouvernement successifs se distinguent les uns après les autres depuis longtemps sur l'échelle de l'indignité. Retour en 2023, lorsque pour le jour anniversaire du décret d'abolition de l'esclavage en date du 27 avril 1848, Macron décide de visiter le fort de Joux, dans le Doubs. Le même fort dans lequel, deux siècles plus tôt,

Toussaint Louverture, héros de la révolution haïtienne, fut déporté et confiné dans une cellule glaciale. C'est ici même qu'après sa mort, son corps est brûlé puis recouvert de chaux.

Emmanuel Macron, décide donc de commémorer l'abolition de l'esclavage dans un lieu qui en symbolise la violence. Dans l'écriture d'un roman national fantasmé – qui alimente largement les relents nationalistes – les politiques mémorielles françaises préfèrent mettre à l'honneur un lieu de répression plutôt que d'émancipation. Pire encore, l'homme qui guide le président dans le bâtiment s'appelle Philippe Pichot. Il n'a aucune légitimité pour exercer cette fonction, il vient du secteur touristique, il est blanc, mais surtout il affiche ouvertement son soutien à Marine Le Pen sur les réseaux sociaux et y a publié d'innombrables messages racistes et discriminatoires. Alors qu'il existe des historiens et historiennes du colonialisme et de l'histoire haïtienne, que des spécialistes de l'esclavage et de son abolition auraient pu être nommé·es pour organiser cette visite, c'est un individu d'extrême droite qu'on charge de commémorer «l'abolition de l'esclavage» ! Qui a nommé ce Pichot ? Sur quel critère ? S'agit-il d'une pure provocation, ou l'édifice étatique est-il tellement vérolé par l'extrême droite que les décideurs n'ait trouvé personne d'autre que cet homme pour une telle visite ?

Ce mépris et cette inversion rappellent que nos dirigeants ne connaissent rien à l'histoire du racisme et du colonialisme. La libération des peuples réduits en esclavages n'a jamais été «autorisée» par les «humanistes» de la Révolution de 1789, largement favorables à la mise en servitude d'autres êtres humains. Elle est le fruit du courage de peuples opprimés, comme celui d'Haïti, qui ont brisé leur chaîne. Le devoir de mémoire de l'oppression séculaire des peuples réduits en servitude ne saurait jamais se réduire à des déclarations superficielles et hypocrites, ou pire, à des visites officielles organisées par des racistes.